自由中国运动 · Free China Movement

MYTHS-T069｜Si la pétition suit la loi, faut-il encore d'autres canaux de contrôle ?

MYTHS-T069 · v1.0 ｜ 2026-11-22

© 2026 Free China Movement

https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t069-petitioning/

contact@freechina.live

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

L'affirmation

La pétition — 上访, la pratique par laquelle les citoyens portent leurs griefs devant les services de l'État — est un canal légal, officiellement encouragé. Le système a des règles, des délais et des bureaux désignés. L'argument est donc le suivant : si les citoyens utilisent simplement ce canal correctement et suivent la loi, la supervision par le peuple est déjà assurée, et aucun autre canal de contrôle n'est nécessaire. Les tribunaux, l'examen critique des médias, les enquêteurs indépendants et les manifestations publiques n'apportent rien que la pétition ne fournisse déjà ; ils ne font que la dupliquer, ou troubler l'ordre.

C'est un argument bien ordonné. Il est aussi faux — et le règlement sur lequel il repose le dit, si on le lit attentivement.

Ce que disent réellement les sources

Le texte de référence est le *Règlement sur le travail de pétition* (《信访工作条例》), publié le 25 février 2022 et entré en vigueur le 1er mai 2022. Ses premiers articles décrivent le travail de pétition en des termes qui semblent, à première vue, étayer l'affirmation. L'article 3 qualifie le travail de pétition de « moyen important pour les organes et unités à tous les niveaux, ainsi que pour leurs cadres dirigeants et leur personnel, d'accepter la supervision des masses et d'améliorer leur style de travail »（“是各级机关、单位及其领导干部、工作人员接受群众监督、改进工作作风的重要途径”）. L'article 6 enjoint à chaque organe de « maintenir ouverts les canaux de pétition, bien faire le travail de pétition, traiter consciencieusement les affaires de pétition, écouter les suggestions, opinions et demandes du peuple, accepter la supervision du peuple et servir le peuple »（“各级机关、单位应当畅通信访渠道，做好信访工作，认真处理信访事项，倾听人民群众建议、意见和要求，接受人民群众监督，为人民群众服务”）.

Mais les mêmes articles fixent des limites que l'affirmation ignore. L'article 1 énonce le premier objectif du règlement : « défendre et renforcer la direction d'ensemble du Parti sur le travail de pétition »（“为了坚持和加强

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

党对信访工作的全面领导”）. La supervision par les masses opère à l'intérieur de ce cadre, et non au-dessus de lui. Et l'article 5, qui énumère les principes que le travail de pétition doit suivre, contient une règle qui tranche discrètement toute la question. Le principe (3) exige que la responsabilité du travail de pétition soit mise en œuvre sur la base de « la gestion territoriale et de la responsabilité niveau par niveau : qui est responsable est responsable » （“属地管理、分级负责，谁主管、谁负责”）.

Lisons cela simplement. Lorsqu'un citoyen adresse une pétition contre un gouvernement local, la plainte est, en règle générale, traitée par ce même gouvernement local ou par son supérieur dans la même chaîne de commandement. L'organe contre lequel la plainte est portée — ou son supérieur direct, qui partage ses intérêts, son réseau de personnel et ses objectifs de performance — est l'organe qui décide de la suite. Ce n'est pas un mécanisme de contrôle extérieur au pouvoir qu'il contrôle. C'est le pouvoir qui se contrôle lui-même.

La réfutation

L'affirmation confond un canal avec un contrôle. Un canal est un moyen par lequel une plainte chemine. Un contrôle est un pouvoir qui peut passer outre l'organe mis en cause quand celui-ci refuse de se corriger. La pétition, telle que le règlement la conçoit, est la première de ces choses, et non la seconde.

Trois différences font la démonstration.

Premièrement, *qui décide*. Dans un véritable examen externe, l'organe qui décide est indépendant de l'organe mis en cause. La République de Chine (Taïwan) offre un contraste concret : le Yuan de contrôle (*Control Yuan*), organe de supervision constitutionnellement distinct, reçoit les plaintes du public et enquête sur les services gouvernementaux de sa propre autorité. En 2025, il a reçu 15 546 plaintes du public et publié 254 rapports d'enquête. La plainte du citoyen va à une institution dont le travail est d'enquêter sur l'administration, et non à un bureau situé à l'intérieur de la hiérarchie de cette administration. En vertu du règlement continental, en

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

revanche, l'article 5(3) renvoie la plainte à l'organe responsable. La différence est structurelle, et non une question de bonne volonté.

Deuxièmement, *ce que le résultat peut être*. La pétition produit un traitement （处理） — une réponse, un renvoi, une tentative de règlement. Elle ne produit pas un jugement contraignant que l'organe doit respecter même quand il n'est pas d'accord, comme le font un verdict de tribunal ou une destitution. Un canal qui ne peut que demander à l'organe responsable de reconsidérer est utile ; il ne remplace pas un mécanisme qui peut contraindre.

Troisièmement, *ce qui se passe quand le système lui-même est le problème*. La pétition fonctionne le mieux quand le grief est une erreur ou un abus individuel que la hiérarchie est disposée à corriger. Elle est la plus faible exactement là où le contrôle compte le plus : quand l'acte répréhensible est une politique, quand il est coordonné entre plusieurs niveaux, ou quand l'organe qui devrait agir est celui qui en bénéficie. Un canal unique qui répond à la hiérarchie ne peut pas remplacer des canaux qui se tiennent en dehors d'elle — des tribunaux qui peuvent statuer contre le gouvernement, des médias qui peuvent publier ce que les responsables préféreraient garder secret, et des organes représentatifs qui peuvent les interroger en public. Chacun d'eux fait quelque chose que la pétition, par sa conception, ne peut pas faire : il crée un coût pour le refus d'écouter.

Rien de tout cela ne signifie que la pétition est sans valeur. Pour beaucoup de citoyens, c'est la seule voie accessible, et une pétition traitée consciencieusement peut résoudre un grief réel. L'affirmation échoue non parce que la pétition est inutile, mais parce qu'elle prétend trop : qu'un seul canal légal peut remplacer tous les autres. Le règlement lui-même ne formule jamais cette prétention. Il décrit le travail de pétition comme *un* moyen important d'accepter la supervision — un moyen parmi d'autres, et non le seul.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live

Le test

Trois questions permettent de déterminer si un canal unique suffit. Premièrement : quand la plainte est dirigée contre l'organe qui décide lui-même, qui décide ? Deuxièmement : si l'organe responsable refuse d'agir, existe-t-il un organe extérieur qui peut passer outre ? Troisièmement : le grief du citoyen peut-il atteindre le public, un tribunal ou un enquêteur indépendant sans la permission de l'organe mis en cause ? Si la réponse à l'une de ces questions est non, alors la pétition légale est un canal nécessaire — mais elle n'est pas suffisante, et d'autres canaux de contrôle restent nécessaires.

Note sur les sources

La position opposée dans cet essai est une inférence reconstruite, et non une déclaration officielle verbatim : aucun texte officiel ne déclare que la pétition rend tout autre contrôle inutile, et cet essai n'attribue cette phrase à aucune autorité. L'affirmation est restreinte à ce que les sources étayent — à savoir que le règlement présente le travail de pétition comme un canal légal et encouragé pour accepter la supervision par les masses, et l'essai examine si ce canal seul peut accomplir le travail du contrôle.

Les citations du *Règlement sur le travail de pétition*, articles 1, 3, 5 et 6, ont été vérifiées par rapport au texte intégral tel que publié par des sources gouvernementales officielles. La page du gouvernement municipal de Pékin fournie dans la tâche (beijing.gov.cn, 8 avril 2022) n'a pas pu être récupérée directement au cours de cette session ; le libellé a donc été vérifié par rapport au texte intégral identique reproduit sur d'autres miroirs gouvernementaux officiels (site du gouvernement de la zone de haute technologie de Xi'an ; Bureau des pétitions de Shanghai ; Commission municipale du commerce de Chongqing ; Réseau des pétitions du Guangdong), qui reproduisent le règlement mot pour mot, y compris la date de publication du 25 février 2022. Les chiffres du Yuan de contrôle (15 546 plaintes reçues et 254 rapports d'enquête publiés en 2025) ont été vérifiés par rapport au rapport annuel 2025 du Yuan de contrôle, tel que publié sur cy.gov.tw.

© 2026 Free China Movement · https://freechina.live · contact@freechina.live